

Fête de l'Europe

«L'Union européenne est le premier partenaire du Burkina Faso»

(Chef de la délégation de l'UE, Jean Lamy)

Aujourd'hui 9 mai, est célébrée partout dans le monde, la fête de l'Europe encore appelée «Schuman day». Que signifie ce jour pour le vieux continent ? Comment se porte l'Union européenne (UE) aujourd'hui ? Où en sont les relations entre l'UE et le Burkina Faso ? Autant de questions auxquelles l'Ambassadeur Jean Lamy, chef de la Délégation de l'Union européenne (UE) au Burkina a bien voulu répondre dans l'entretien qu'il nous a accordé. Pour l'Ambassadeur Lamy, les relations euro-burkinabè sont excellentes, ce qui fait de l'UE le premier partenaire du Burkina Faso. C'était le mercredi 2 mai dans les locaux de l'institution à Ouagadougou.

Chaque 9 mai, est célébrée la fête de l'Europe, en tant qu'Ambassadeur de l'UE au Burkina Faso, que pouvez-vous nous dire sur cette célébration ?

Chaque année, l'Union Européenne célèbre le 9 mai, le «jour de l'Europe» ou le «Schuman day». Cette journée rappelle à tous les Européens le 9 mai 1950, lorsque Robert Schuman, à l'époque Ministre français des Affaires étrangères, a prononcé un discours fondateur au Quai d'Orsay, invitant les pays européens à mettre désormais ensemble leurs ressources pour faire la paix et assurer le développement du continent, au lieu de se faire la guerre. Il faut dire qu'en 1950, l'Europe sortait tout juste d'un des conflits les plus ravageurs de son histoire, la seconde guerre mondiale, qui ruina de 1939 à 1945, le continent tout entier. Sur cette base, les six pays fondateurs que sont l'Allemagne, la Belgique, la France, les Pays Bas, le Luxembourg et l'Italie, ont décidé en 1951 de mettre en commun les ressources qui avaient été à l'origine de la guerre, c'est-à-dire le charbon et l'acier, puis en

1957, de créer par le traité de Rome, la Communauté économique européenne (CEE). Depuis, l'Europe s'est transformée, élargie, et est devenue l'Union européenne, une union qui, depuis le traité de Lisbonne en 2007, est devenue un acteur global puissant, qui parle d'une seule voix sur la scène internationale.

Que prévoyez-vous comme activités à l'occasion de cette commémoration au Burkina Faso ?

La journée de l'Europe est l'occasion pour la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso et les Etats membres ici représentés, de faire le point de nos relations et de notre coopération avec nos partenaires burkinabè. Plusieurs manifestations sont prévues à cette occasion, comme la traditionnelle réception du 9 mai, des conférences dans des écoles et universités, la Semaine européenne du cinéma...

Comment se porte l'UE aujourd'hui, répond-elle à ses objectifs initiaux ?

On peut considérer que l'UE

aujourd'hui, se trouve « à la croisée des chemins ». Il y a des forces de cohésion et aussi, il faut le reconnaître, des interrogations, sinon des forces centrifuges. Dans certains Etats-membres de l'Union, des élections ont porté aux affaires des personnalités pro-européennes. Mais cela n'a pas été le cas dans d'autres Etats-membres. On voit apparaître du scepticisme, des questions sur le projet européen tel que défini initialement. Il y a une perte de la dynamique initiale. Les prochaines élections des députés au Parlement européen, l'an prochain, seront l'occasion d'un débat dans tous les pays de l'UE, sur ce qu'est le projet européen, sur ce qui intéresse les citoyens européens, leur intérêt à vivre selon des normes communes, le type de relation de l'UE avec le reste du monde, sur le plan commercial, sécuritaire, et de l'aide au développement.

Dans ce contexte, quelle est la nature des relations qui existent entre l'UE et le Burkina Faso ?

L'UE et le Burkina Faso sont deux partenaires très proches. La visite que doit effectuer à Bruxelles en juin prochain le Président du Faso à l'occasion des Journées européennes du développement (JED), témoigne de l'excellence de ces relations. Ce partenariat n'a cessé de se renforcer ces dernières années. Les relations entre l'UE et le Burkina Faso ne sont pas seulement des relations de coopération au développement, elles sont aussi et d'abord basées sur des valeurs communes. Parce que le Burkina partage avec l'UE les valeurs de l'Etat de droit, de la bonne gouvernance, sur tout ce qui permet l'ef-



Jean Lamy, Ambassadeur, chef de la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso

ficacité des politiques publiques au service des citoyens.

Ce partenariat est particulièrement fort dans le domaine de la coopération au développement. Cela se traduit par les engagements pris par le Commissaire européen pour l'aide au développement, Neven Mimica, en décembre 2016 à Paris, lors de la conférence sur le financement du Plan national de développement économique et social (PNDES). L'UE y a annoncé un appui, sur la période de ce plan, 2016-2020, de plus de 800 millions d'euros. Aujourd'hui, nous sommes au-delà de ce montant, grâce à des actions nouvelles. Au titre du Fonds Fiduciaire d'urgence pour l'Afrique nous apportons un appui de 50 millions EUR au Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS), qui doit être signé à Bruxelles très prochainement. D'autres actions nouvelles de l'UE avec le Burkina Faso concernent la promotion de la transformation locale des produits agricoles, avec le Programme VAFA (Valeur ajoutée des filières agricoles, 28 millions EUR, signé en avril 2018), le soutien aux femmes, l'appui au secteur privé et au commerce.



L'agriculture et l'autonomisation des femmes sont des secteurs activement soutenus par l'UE au Burkina Faso

Suite page 17

Suite de la page 8

Sans oublier les secteurs traditionnels de coopération de l'Union, qui sont la gouvernance, la santé, l'eau et l'assainissement, l'agriculture et la sécurité alimentaire.

L'UE soutient fortement le PNDES mais quelle appréciation faites-vous de ce plan de développement ?

Le PNDES est le référentiel de développement du pays, sur lequel nous nous basons pour aligner notre coopération. C'est le cas pour tous les partenaires techniques et financiers (PTF), dont l'UE assure en ce moment la présidence de ce qu'on appelle "la troïka" des PTF. Nous avons un dialogue continu avec le gouvernement burkinabè, articulé, autour de la mise en œuvre du PNDES, dans le cadre des quatorze groupes sectoriels de dialogue. En juillet prochain, le gouvernement va organiser une importante conférence internationale de suivi du PNDES, à laquelle l'UE participera bien entendu. Il s'agira lors de cette conférence de regarder ensemble l'état d'avancement de ce plan de développement, les cadres de gouvernance des politiques publiques lancés par le gouvernement pour sa mise en œuvre, les mesures d'accompagnement prises par les partenaires techniques et financiers.

En attendant cette rencontre, quel est votre point de vue sur le PNDES ?

Nous constatons que le gouvernement tient le rythme. Il respecte ce qu'il avait prévu dans sa feuille de route pour la mise en œuvre du PNDES. Certes, les résultats ne sont pas toujours aussi rapides que souhaité dans tous les secteurs. Mais globalement, il y a un processus dynamique, en ordre de marche. Le Premier ministre a mentionné récemment devant l'Assemblée nationale nombre de résultats concrets, parmi lesquels l'augmentation du taux d'accès à l'eau potable des populations partout dans le pays, la gratuité des soins de la mère et de l'enfant, des améliorations significatives dans le secteur de l'agriculture... Les partenaires techniques et financiers sont très heureux d'aider à l'atteinte de ces résultats, notam-

ment, s'agissant de l'Union européenne, par son appui budgétaire sectoriel.

Notre aide est mise en œuvre de différentes façons. Il y a d'une part l'aide-projet, comme par exemple, l'appui à la construction de la centrale solaire photovoltaïque de Zagatouli, avec l'AFD. Mais il y a aussi des appuis génériques, si je puis dire, sous forme budgétaire, qui sont accordés au gouvernement burkinabè pour l'aider à mettre en œuvre ses politiques publiques dans les secteurs de la santé, de l'agriculture durable, de la sécurité alimentaire et de l'eau, de la gouvernance, et maintenant pour la mise en œuvre du PUS.

On sait que l'UE intervient dans plusieurs secteurs, mais lesquels sont prioritaires ?

En plus des secteurs que je viens de mentionner, il y a des actions nouvelles, plus particulièrement dans les domaines suivants : la sécurité, la justice, l'appui à la politique du gouvernement en matière de genre, l'appui au Parlement, pour renforcer ses compétences de contrôle de l'Exécutif. Nous souhaitons aussi intensifier l'appui au secteur privé à travers une approche nouvelle, qui consiste à regarder davantage les cadres de réformes sectoriels et les conditions de l'investissement. L'expérience a montré que les projets les plus pérennes, ne sont pas ceux qui sont financés à 100% par l'aide au développement, mais ceux qui organisent le mieux les rôles des différents acteurs, entre l'Etat qui fixe les politiques et le cadre de gouvernance, et les opérateurs privés ou non-étatiques, qui investissent ou mettent en œuvre les actions.

Parlons du commerce bilatéral, quelle est la nature des relations entre l'UE et le Burkina ?

Le commerce bilatéral entre l'UE et le Burkina Faso est important. L'Union européenne est à la fois le premier client des exportations burkinabè (78% des exportations burkinabè) et le premier fournisseur du Burkina Faso (32% des importations du pays). Les principaux produits d'exportation du Burkina Faso vers l'Union Européenne sont le coton, les oléa-



Lors de la réunion de Paris pour le financement du PNDES en décembre 2016, l'UE était au côté du Burkina

gineux (huile de coton, beurre de karité), les fruits. Par exemple, grâce à la politique d'accompagnement mise en place, le Burkina Faso, avec l'aide de l'UE, a obtenu récemment l'autorisation d'exporter son miel vers le marché européen, fort de 500 millions de consommateurs. Les relations commerciales entre l'Union européenne et le Burkina Faso rentrent dans le cadre de ce qu'on appelle l'Accord de Partenariat Economique (APE) entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest. Cet Accord permet de faciliter les échanges dans les deux sens. Récemment, deux pays d'Afrique de l'Ouest, le Ghana et la Côte d'Ivoire, ont souhaité conclure des accords intérimaires avec l'UE dans le cadre de l'APE, pour faciliter leurs exportations vers l'Union.

Et au niveau régional, comment l'UE intervient ?

L'UE soutient l'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest, à travers l'UEMOA et la CEDEAO, mais accorde aussi un appui spécifique au G5 Sahel, en particulier dans le domaine de la sécurité. Deux réunions importantes vont se tenir à Bruxelles. D'une part le 18 juin, une nouvelle rencontre UE-G5 Sahel va se tenir, Mme Federica Mogherini, Chef de la diplomatie européenne, rencontrera les cinq ministres des Affaires étrangères des pays du G5 Sahel. D'autre part le 8 juin, à Bruxelles également, de hauts responsables de l'UE, des représentants de l'UEMOA et la CEDEAO et des représentants des seize pays d'Afrique de l'Ouest concernés, se réuniront pour discuter des orientations stratégiques du Programme Indicatif Régional de l'aide de l'UE à l'Afrique de

l'Ouest, fort de plus d'un milliard d'euros que l'UE consacre à la région jusqu'en 2020, et dont le Burkina Faso bénéficie, bien sûr. Ceci traduit aussi un accent nouveau qui est mis sur les conditions économiques de l'aide, à travers un nouvel outil dont l'Union européenne se dote maintenant et qui s'appelle le Plan d'investissement extérieur. Ce plan va permettre d'aller plus loin que l'aide publique au développement classique, en identifiant davantage ce qu'on appelle les filières de compétitivité, pour une transformation plus nationale des produits. L'objectif est de renforcer tous les moteurs du développement comme l'investissement et le commerce, et pas seulement l'aide, qui ne peut et doit être un adjuvant, un catalyseur.

Et s'agissant de l'aide de l'UE au secteur privé ?

Nous sommes en train de formaliser ces jours-ci un Forum européen des affaires au Burkina Faso (FEAB), qui doit permettre à des entreprises européennes et à des entreprises burkinabè de mieux échanger pour le développement de leurs activités respectives, à l'image de ce qui a été fait avec succès dans deux pays voisins, la Côte d'Ivoire et le Ghana. L'idée est d'avoir, de façon générale et secteur par secteur, un dialogue sur l'environnement des affaires avec le gouvernement burkinabè et les acteurs économiques concernés. Nous fondons beaucoup d'espoir sur les perspectives qu'offrira le FEAB pour dynamiser encore les échanges entre le Burkina Faso et l'Europe ■

Interview réalisée par
Akodia Ezékiel Ada
J. Benjamine Kaboré